Elections Législatives du 4 Mars 1973 — 5me CIRCONSCRIPTION de la SOMME

Jean-Louis OLIVER

Candidat d'Union pour le Renouveau de la Vme République

Chère Electrice, Cher Electeur,

Une fois de plus, vous allez librement choisir votre représentant.

Aujourd'hui, plus que jamais, votre vote est essentiel !

Car votre député, qui, traditionnellement, vous représente à l'Assemblée Nationale, doit assumer, dès cette année, des **responsabilités supplémentaires à l'échelon régional** où se décideront les principales options économiques, culturelles et sociales.

Au delà de l'orientation politique du Pays, votre choix conditionne donc plus directement qu'avant vos intérêts locaux et l'avenir de notre chère Picardie.

Un bilan objectif de la situation s'impose : en quinze ans, les Français, sous la conduite du Général de GAULLE, puis de Georges POMPIDOU, ont accompli une œuvre extraordinaire que nul n'osait espérer en 1958.

Après un tel effort, la Vme République recherche légitimement un deuxième souffle, un nouvel élan, un RENOUVEAU !...

A la demande de nombreux habitants de la circonscription, je vous propose de mettre mes compétences à votre service. C'est pourquoi je sollicite pour la première fois vos suffrages.

Bien sûr, il nous faut maintenir à tout prix les institutions, la liberté, l'indépendance et la paix, et poursuivre l'expansion économique et la construction de l'Europe.

Mais beaucoup reste encore à faire pour que le progrès soit réellement au service de chacun d'entre vous.

Je m'engage *personnellement* à aller plus loin dans cette voie, c'est-à-dire :

A FAVORISER LA JUSTICE SOCIALE

— **la hausse perpétuelle des prix** lèse de nombreuses catégories sociales, dévalorise notre monnaie et compromet notre expansion économique. Il importe de combattre plus énergiquement les racines de l'inflation, au besoin à l'échelle internationale, en commençant par supprimer les gaspillages.

— **les plus défavorisés :** les personnes âgées, les handicapés, les familles nombreuses, les retraités du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture et des services publics, les anciens combattants, doivent bénéficier davantage des fruits de l'expansion. Certains sont dans un état de pauvreté alarmant. Je m'engage à les défendre avec toute ma ténacité : les prestations familiales, les régimes de retraite et de Sécurité Sociale doivent être revalorisés et uniformisés entre les divers secteurs professionnels.

— **notre fiscalité** doit être profondément modernisée à partir du principe « A revenu égal, impôt égal ». La patente, injuste et désuète, doit être enfin réformée. Il conviendra aussi de diminuer progressivement les taux de T.V.A. afin de les ramener à parité égale avec nos partenaires européens, et de diminuer leur nombre pour simplifier.

A HUMANISER LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Certes, l'industrialisation du Pays est un impératif à maintenir dans son principe. Il faut toutefois que cette préoccupation tienne plus largement compte des grands intérêts collectifs des Français. Elle ne doit pas compromettre l'amélioration de la **qualité de la vie** que, bien au contraire, elle rend possible.

En peu d'années, la **pollution** est devenue, spécialement dans la vallée de la Somme, un véritable fléau qui met en cause la survie des espèces et l'avenir même de l'Humanité.

Je m'engage *formellement*, mes qualifications professionnelles aidant, à combattre toutes les sortes de pollutions avec beaucoup plus d'énergie que cela n'a été fait jusqu'ici.

Parallèlement, les **conditions de travail**, y compris dans l'agriculture, doivent être améliorées, compte tenu des possibilités modernes, et **l'âge de la retraite** abaissé d'une manière progressive et, bien entendu, facultative.

L'attention des Pouvoirs Publics ne doit pas se limiter aux grosses affaires : **les petites et moyennes entreprises**, qui ont un rôle irremplaçable à jouer dans le tissu économique, doivent être plus largement encouragées par des conditions de concurrence, de crédit et de fiscalité équitables.

A ACCENTUER LA POLITIQUE D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans un vaste pays comme la France, il ne s'agit pas de laisser se concentrer la population dans les villes, mais **d'assurer l'avenir du milieu rural** qui exige des solutions appropriées, afin de réaliser l'égalité des chances et la parité du niveau de vie avec les populations urbaines :

— en y améliorant les problèmes de **scolarisation** et les conditions d'**installation des jeunes agriculteurs.**

— en y implantant de petites entreprises offrant des débouchés en particulier aux **jeunes** et aux **femmes.**

La **régionalisation**, qui donne des responsabilités supplémentaires aux parlementaires, devra permettre une politique d'équipement mieux adaptée aux réalités locales.

Je m'engage *personnellement*, là encore, à mettre en valeur avec la même efficacité nos villes et nos campagnes trop souvent délaissées.

A MENER UNE POLITIQUE AGRICOLE PLUS COHÉRENTE

En Picardie, l'agriculture constitue un atout considérable. Encore faut-il en tirer tout le profit par une politique largement tournée vers l'avenir, en étroite liaison avec les instances du Marché Commun :

— davantage de cohérence est nécessaire en ce qui concerne l'orientation et l'organisation de la production et des marchés ; en particulier dans le domaine de l'élevage et de la viande, il faudra obtenir la revalorisation des prix qui donnera aux éleveurs une rémunération convenable.

— pour que l'agriculture s'insère pleinement dans l'expansion économique générale, il faut promouvoir les industries agricoles et alimentaires qui sont une force de notre région.

A DÉMOCRATISER ET SIMPLIFIER LA VIE DES FRANÇAIS

Le progrès technique a engendré une véritable crise de civilisation. La France, comme les autres pays industrialisés, n'échappe ni à l'urbanisation et à l'industrialisation sauvages, ni à la contestation des jeunes et à l'affaiblissement de la moralité en général.

Entre les excès du totalitarisme idéologique ou du capitalisme, il s'agit de dégager ce que le Général de GAULLE appelait un **" Ordre Social Nouveau "** qui n'écrase pas, d'une manière ou d'une autre, la personnalité de l'Homme et sauvegarde sa dignité.

Un véritable combat reste à mener contre l'évolution qui tend à déshumaniser de plus en plus les activités privées ou professionnelles comme les affaires publiques.

Pour les collectivités locales, *il faut :*

— promouvoir non pas les fusions, mais les associations et groupements de communes tels que les syndicats intercommunaux, dont l'efficacité a fait largement ses preuves.

— donner aux communes des ressources adaptées à leurs charges actuelles, tout d'abord en leur permettant de récupérer la T.V.A. sur leurs travaux.

— créer des institutions régionales démocratiques dotées de moyens et de responsabilités, afin de rapprocher le Pouvoir du citoyen, sans pour autant compromettre l'unité nationale.

— enfin simplifier dans tous les domaines les formalités administratives excessives qui paralysent la vie quotidienne des particuliers, des entreprises et des collectivités.

Chacun doit pouvoir participer aux affaires qui le concernent.

Pour ma part, je m'engage non seulement à tenir moi-même des permanences dans toute la circonscription, mais encore à promouvoir des relations systématiques avec toutes les organisations locales, professionnelles ou syndicales, par exemple sous forme de tables rondes périodiques, de manière à mieux suivre les problèmes de tous et de chacun en particulier.

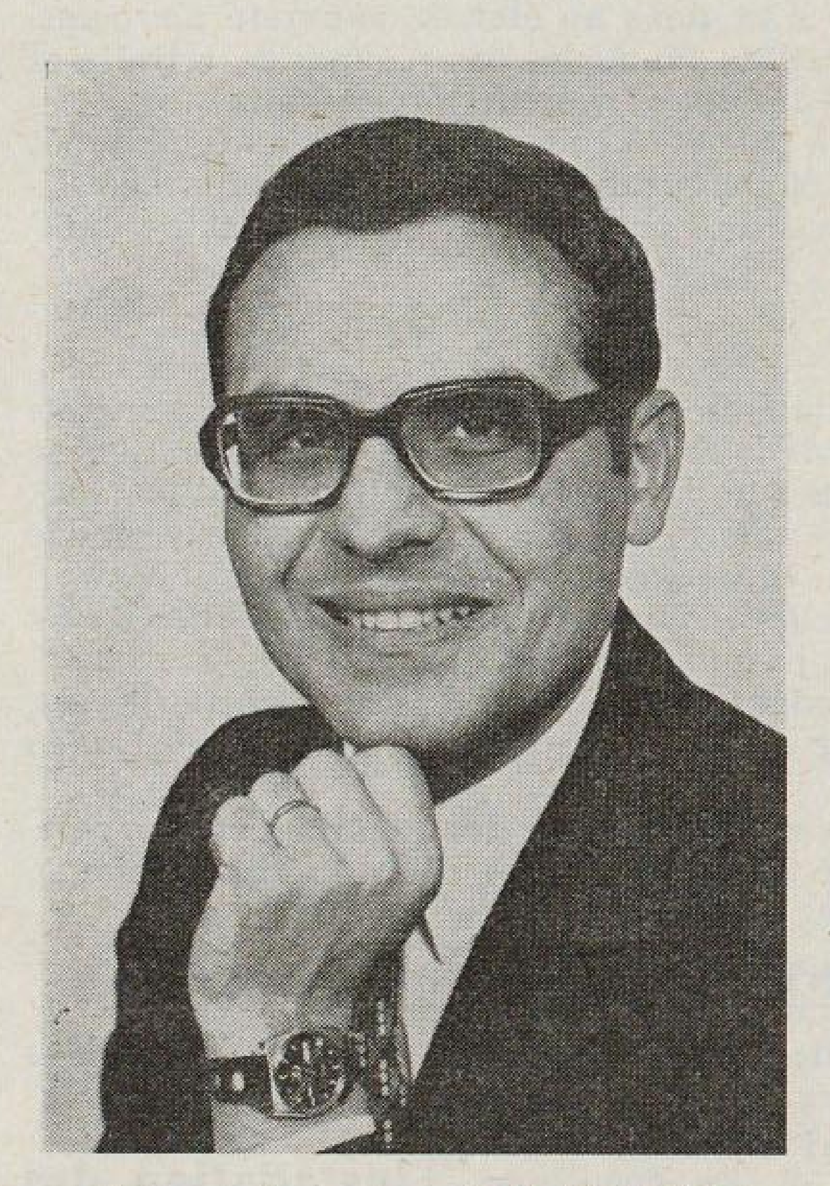


Photo TIERCIN, PÉRONNE

Jean-Louis OLIVER

32 ans - Marié - 2 enfants
Ancien Elève du Lycée de Péronne
Polytechnicien
Ingénieur des Ponts et Chaussées

Afin de mener à bien cette politique ambitieuse, mais possible,

pour donner un souffle nouveau à la Vme RÉPUBLIQUE,

pour que vive la FRANCE,
vive la PICARDIE,
vive la 5me CIRCONSCRIPTION,

vous voterez pour le candidat ayant la meilleure investiture, la seule valable... **la vôtre !**

VOUS VOTEREZ DÈS LE PREMIER TOUR

Jean-Louis OLIVER

Candidat d'Union

pour le **Renouveau de la Vme République**

SUPPLÉANT :

Jacques GRONNIER

Docteur-Vétérinaire
Conseiller Municipal de NESLE

IMP. LE COURRIER DE PÉRONNE

Vu : LE CANDIDAT.